



LES ECHOS DE LA CITE



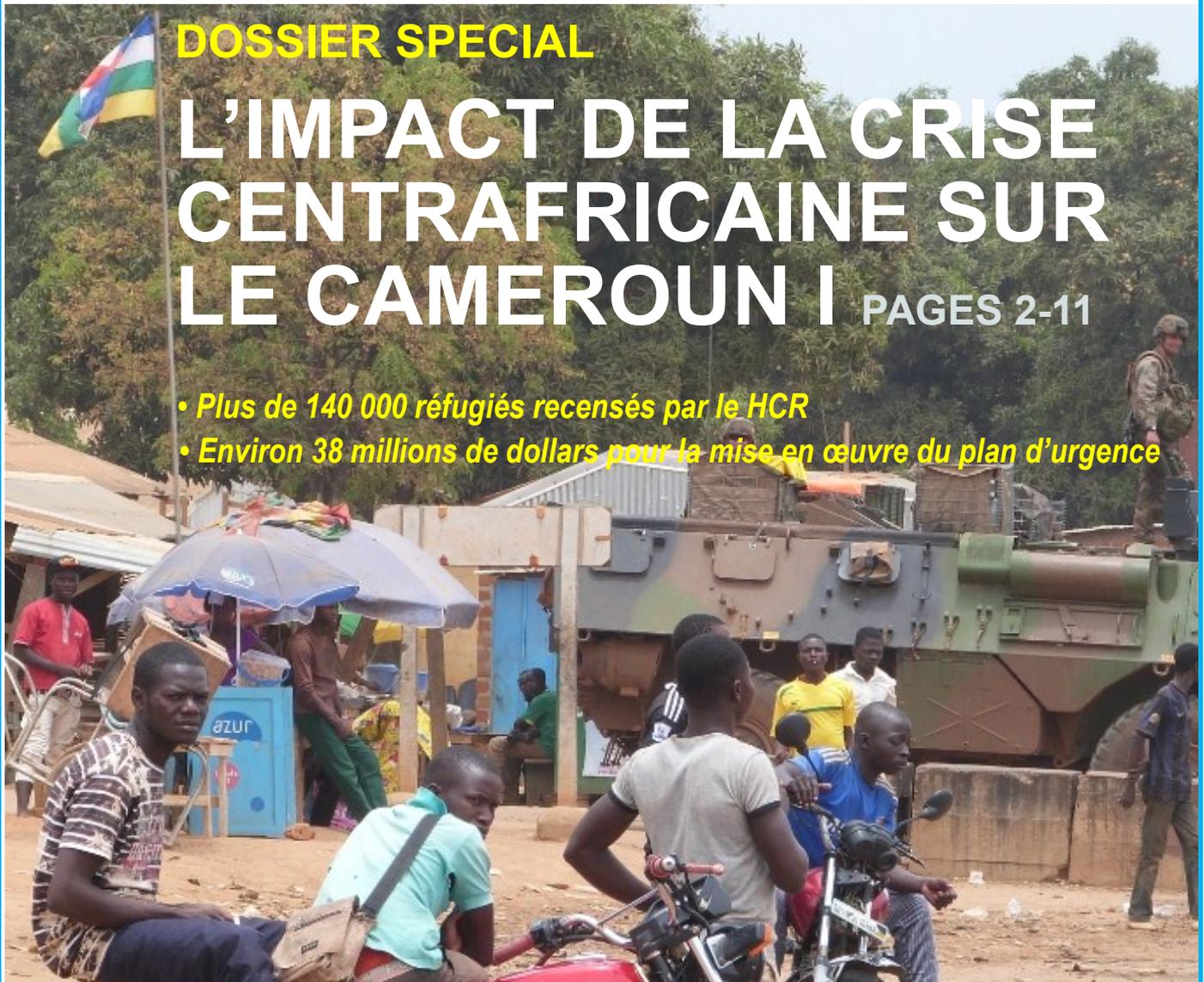
Bulletin mensuel d'information du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale - UNOCA • N° 25 • Mars 2014

DOSSIER SPECIAL

L'IMPACT DE LA CRISE CENTRAFRICAINE SUR LE CAMEROUN I

PAGES 2-11

- Plus de 140 000 réfugiés recensés par le HCR
- Environ 38 millions de dollars pour la mise en œuvre du plan d'urgence





Dans la cour de l'hôpital protestant de Garoua-Boulai, ces réfugiées, dont une avec son enfant, se battent pour la survie dans un environnement précaire.
PHOTO UNOCA/Norbert N. Ouendji

En guise d'éditorial **SOS REFUGIES**

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique centrale a séjourné au Cameroun du 7 au 15 mars dans le cadre de son programme de visite des pays subissant les effets collatéraux de la crise centrafricaine. A Yaoundé, la capitale, M. Abou Moussa a rencontré les autorités compétentes avec lesquelles il a échangé des informations sur cette situation qui s'est accentuée avec le renversement du régime de François Bozizé par la « Seleka » le 24 mars 2013. Il s'est notamment entretenu, le 10 mars, avec le Premier ministre, M. Philémon Yang. Le 11 mars, il a également eu une séance de travail avec le Ministre des Relations extérieures (M. Pierre Moukoko Mbonjo) puis, le 14 mars, avec celui de la Défense (M. Edgar Alain Mebe Ngo'o) et le Secrétaire général de la Présidence de la République (M. Ferdinand Ngoh Ngoh). M. Abou Moussa leur a transmis les encouragements du Secrétaire général de l'ONU pour la politique gouvernementale en matière de protection des réfugiés et de sécurisation des frontières. Il a aussi pris note des préoccupations des autorités avec lesquelles il a scruté l'impact de la crise sur le secteur économique et sur le plan sécuritaire. De plus, les défis humanitaires sont nombreux.

Dans ce contexte, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale a lancé un appel à la communauté internationale et aux bailleurs de fonds afin qu'ils accordent une attention accrue à la situation des réfugiés fuyant les tensions meurtrières en République Centrafricaine (RCA). Sa rencontre, le 10 mars, avec le corps diplomatique a permis de faire passer ce message clé. Lors d'une conférence de presse le 14 mars à Yaoundé, il a insisté sur ce point, en exprimant le vœu que les donateurs financent « davantage l'aide humanitaire », compte tenu de la précarité dans laquelle ces réfugiés vivent dans les différents camps et sites installés dans les régions de l'Adamaoua et de l'Est.

D'après les estimations récentes du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), depuis 2004, le Cameroun compte plus de 140 000 réfugiés venus de la RCA. Plus de 42 000 d'entre eux ont été enregistrés entre le 1^{er} janvier et le 13 mars 2014, dont plus de 26 000 à l'Est. Suite à sa visite le 13 mars dans les localités de Gado Badzere et de Garoua-Boulai, à la frontière avec la RCA, M. Abou Moussa a indiqué qu'il était temps d'accélérer le rythme des contributions aux opérations de secours à ces personnes vulnérables. Certes, les agences spécialisées des Nations Unies ont déjà débloqué 10 millions de dollars

sur fonds propres pour faire face aux urgences. Mais, elles ont besoin de moyens supplémentaires importants pour remplir efficacement leurs obligations en faveur des réfugiés. « L'enjeu est capital, car il s'agit de sauver des vies, de diminuer les souffrances et de préserver la dignité humaine », a-t-il expliqué, rappelant que cette question cruciale fait partie du plan en six points proposés par le Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, pour mettre fin à l'instabilité en RCA.

Le dossier spécial que nous proposons dans cette édition revient sur les temps forts de cette mission dense et intense. Les extraits du propos liminaire du Représentant spécial lors de sa rencontre avec la presse en donne les principales leçons. Les articles soumis par plusieurs agences onusiennes permettent d'avoir une idée claire et précise des enjeux et des contraintes auxquels les différentes parties prenantes sont confrontées. Nous tenons à remercier les uns et les autres pour leurs contributions fécondes. Notre gratitude va particulièrement à la Coordonnatrice résidente du Système des Nations Unies, Mme Najat Rochdi, qui a facilité la collecte et la transmission des articles des collègues du Cameroun. Elle faisait partie de la délégation du Représentant spécial.

Cette délégation comprenait également des représentants du Bureau des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Centrafrique (BINUCA) basé à Bangui, du Bureau régional des Nations Unies pour la coordination des Affaires humanitaires (OCHA) dont le siège est à Dakar, du Centre des Nations Unies pour la démocratie et les droits de l'homme en Afrique centrale (CNUDHD-AC) basé à Yaoundé, et de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC). Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme alimentaire mondial (PAM), le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) et plusieurs autres organismes onusiens s'y étaient joints lors de la visite des camps et sites des réfugiés dans la région de l'Est, du 12 au 14 mars.

Bonne lecture.

Dossier coordonné par **Norbert N. Ouendji**
Responsable de l'Information publique/UNOCA

EST-CAMEROUN : ETAPE CRUCIALE DE LA VISITE

Le séjour de M. Abou Moussa et sa délégation ne s'est pas limité à Yaoundé où, comme nous l'avons relevé précédemment, il a eu de nombreuses consultations avec des membres du gouvernement (voir photos ci-dessous). La visite dans la Région de l'Est était en effet l'une des étapes cruciales de sa mission au Cameroun. Accueil chaleureux à Bertoua où ils sont arrivés le 12 mars. Après une séance de travail avec le Gouverneur (M. Samuel Dieudonné Ivaha Diboua) et ses collaborateurs, le cap été mis le 13 mars sur Gado Badzere et Garoua-Boulai. L'occasion de toucher du doigt les réalités locales et le vécu des populations, notamment les réfugiés et les déplacés contraints de quitter le théâtre des affrontements en RCA pour le Cameroun. Le chef de l'UNOCA a aussi vu les conditions dans lesquelles travaillent les agences spécialisées des Nations Unies, les organisations non gouvernementales, l'Etat camerounais et tous les autres acteurs impliqués dans la protection des réfugiés, y compris les centres de santé.

Ici et là, M. Abou Moussa a exprimé ses encouragements à tous ceux et à toutes celles qui se mobilisent quotidiennement pour apporter assistance et réconfort aux réfugiés. Lors d'un débriefing à la mairie de Garoua-Boulai, il a particulièrement salué les autorités administratives, municipales et traditionnelles, qui travaillent en symbiose avec les partenaires pour faciliter la vie et le séjour des arrivants. Une vie difficile, comme le montrent des spécialistes de l'ONU dans les pages suivantes.



PHOTOS UNOCA/Norbert N. Ouendji

OMS : prévenir les flambées épidémiques dans les camps des réfugiés



PHOTOS UNOCA/Norbert N. Ouendji



nels OMS, pour faciliter la logistique destinée à la RCA. De plus, 12 000 réfugiés ont été vaccinés contre la poliomyélite dans les régions de l'Adamaoua et de l'Est. Par ailleurs, le premier stock des intrants a été positionné dans les locaux du HCR à Bertoua. Il comprend 5000 moustiquaires imprégnées, 10 kits de dépistage du choléra, 16 pots de 45 kg de chlore et 450 supports de sensibilisation. La livraison d'un premier lot de médicaments essentiels (anti malariques, sels de réhydratation orale, antibiotiques, kits de diagnostic rapide du paludisme,...) et de 2 kits de prise en charge du choléra est en cours tout comme la mobilisation des ressources supplémentaires pour l'organisation de la réponse santé.

Suite à la visite du Représentant spécial au Cameroun, une mission d'évaluation a été conduite dans la région de l'Est du 15 au 18 mars en vue de préparer le déploiement d'une équipe de coordination de la mise en œuvre des interventions en santé.

Face à l'afflux des réfugiés centrafricains au Cameroun, une mission inter-agences (OIM, OMS, PAM, UNFPA, UNHCR, UNICEF, UNWOMEN) d'évaluation rapide a permis d'estimer à 80 000, le nombre de réfugiés nouveaux attendus à terme dans les Régions de l'Est et de l'Adamaoua. Elle a également favorisé l'identification des secteurs prioritaires d'intervention à savoir la protection, la santé, le Wash (eau, hygiène et assainissement), l'éducation, l'alimentation...

Dans le domaine de la santé, l'accès des réfugiés aux soins de santé de base est limité en raison de l'insuffisance de médicaments essentiels dans les structures de santé environnantes. Par exemple, plusieurs familles ne disposent pas de moustiquaires imprégnées alors que des cas de paludisme ainsi que de diarrhées et d'infections respiratoires sont enregistrés dans les camps. Des cas de rougeole ont été observés à Garoua-Boulai et le risque d'épidémies est élevé (rougeole, choléra).

Equipe de coordination

Face à cette situation, il est primordial de mener des interventions prioritaires pour prévenir les flambées épidémiques, améliorer la prise en charge des populations exposées à ces maladies, renforcer la surveillance épidémiologique et développer la communication pour le changement des comportements. Dans cette perspective, l'OMS Cameroun a déjà réalisé plusieurs activités. Elle a notamment mis en place un bureau de liaison à Douala avec 3 person-

Les interventions prioritaires du mois d'avril

- Déploiement des équipes de coordination de la mise en œuvre des interventions en santé dans les Régions de l'Adamaoua et de l'Est.
- Approvisionnement en médicaments, consommables médicaux et produits de laboratoire pour le renforcement des capacités des structures sanitaires dans les camps et environnant
- Vaccination contre la Poliomyélite pendant les campagnes planifiées en avril et mai
- Supervision de la prise en charge médicale des réfugiés, des populations environnantes et organisation de la référence contre référence,
- Appui aux activités de vaccination de routine dans les camps,
- Soutien à la sensibilisation sur les mesures d'hygiène, prévention du paludisme, du choléra et du VIH/SIDA,
- Appui à la prise en charge médicale des maladies associées à la malnutrition,
- Renforcement de la surveillance épidémiologique dans les districts frontaliers.
- Supervision, suivi et évaluation des interventions de santé en vue de les réorienter le cas échéant.

ONU FEMMES : sauver les vies des femmes et restaurer leur dignité



La Coordinatrice résidente du Système des Nations Unies au Cameroun, Najat Rochdi, a apporté toute sa affection et son soutien aux femmes et aux réfugiés de Garoua-Boulai. PHOTO UNOCA/Norbert N. Ouendji

Dans les sites de regroupement des réfugiés, les femmes et les filles représentent près de 60 % des réfugiés qui ont fui les atrocités de l'Ouest de la RCA et attendent de recevoir du soutien face aux traumatismes qu'elles ont vécus. Parmi tous les maux dont souffrent les réfugiées, les violences sexuelles semblent être oubliées, reléguant les victimes au silence et à la non prise en charge.

Témoignant dans l'anonymat auprès de l'assistante sociale envoyée par ONU Femmes pour un soutien psychosocial en mars 2014, les survivantes expliquent dans la douleur les viols subis et indiquent qu'elles sont nombreuses à avoir été violées avant leur arrivée au Cameroun. La plus jeune des victimes rencontrées, à peine la vingtaine, a été violée devant ses parents. « *L'homme avait un couteau et a menacé de m'égorger si je ne m'exécrais pas. Je me suis évanouie en me faisant violer. Je me suis réveillée sans savoir qui, ni combien m'avaient violée, mes parents étaient à terre, égorgés par mes agresseurs* », témoigne-t-elle. Une voisine l'a relevée, nettoyée et elles ont fui ensemble vers le Cameroun.

Une autre victime d'un peu plus de 20 ans indique que, après avoir donné

son portable et son argent sous la menace, elle s'est faite violée par cinq hommes armés qui lui ont ensuite craché dessus à leur départ. Couverte de honte et terrorisée, elle a organisé sa fuite vers le Cameroun. Une troisième victime de près de 45 ans a été contrainte à avoir des rapports sexuels en contrepartie d'une place dans un camion pour fuir vers le Cameroun.

Agir rapidement

Face à cette tragédie, il faut agir rapidement et éviter une situation d'impunité et de peur. Le calme relatif des camps de réfugiés au Cameroun cache mal l'absence de structures de soutien et de protection dans ces zones où peuvent également être perpétrées de telles horreurs. ONU Femmes et l'UNHCR s'activent pour la prise en charge holistique urgente des survivantes de viols et d'autres formes de violences basées sur le Genre. Pour cela, il est nécessaire que les financements soient sécurisés pour sauver les vies des femmes et restaurer leur dignité.

Par **Chantal Kingue Ekambi**
Spécialiste des questions de Genre, Consultante/ONU Femmes



Une publication de l'Unité de l'Information publique

Conception et réalisation : **Norbert N. Ouendji**
Courriel : ouendji@un.org cc : piounoca@un.org
Tél. Bur. +(241) 01 74 14 01 - Mob. +(241) 05 72 23 23
Web: <http://unoca.unmissions.org>
twitter.com/UNOCA_NEWS
B.P : 23773 Libreville, Gabon

UNICEF : faire face à l'éducation et à la santé des enfants traumatisés



Awaou entourée de ses cinq enfants dans le camp de Mborguene © UNICEF/ Bass ek 2014

Awaou, 40 ans, est mère de 5 enfants, Zenabou 11 ans, Alima 10 ans, Adjana 8 ans, Yaouba 5 ans et Amadou 2 ans. Les atrocités subies par les populations de Yaloke, village situé dans l'Ouest de la Centrafrique, ont amené les gens à s'enfuir pour sauver leur vie. « Ils ont attaqué notre village, ils ont tué Aladji Abdoulaye notre chef et d'autres personnes à coups de machette, égorgés comme des bêtes ! Nous nous sommes enfuis, nous avons marché plusieurs jours, on a tout laissé derrière nous, on n'a plus rien », dit-elle, choquée.

Depuis leur arrivée dans le camp des réfugiés de Mborguene (Est-Cameroun), la sérénité est revenue, même si les enfants sont visiblement trauma-

tisés. Comme la plupart des mamans que nous avons rencontrées ici, Awaou aimerait que ses enfants aillent à l'école pour devenir des fonctionnaires comme les encadreurs du camp et les gouvernants. Le camp compte plus de 1000 enfants et tout le défi est là, compte tenu, entre autres, des enjeux liés à leur éducation.

L'urgence d'une feuille de route

D'après Oumar Ali, 33 ans et seul enseignant réfugié dans le camp, il est impératif de s'organiser pour donner à ces enfants une chance d'aller à l'école. « Je suis prêt à m'engager pour apporter ma contribution à l'épanouissement de ces enfants. Ils en ont besoin », dit-il d'un air convaincu.

Pour Félicité Tchibindat, Représentante résidente de l'UNICEF en visite dans le camp, « vu le nombre d'enfants en âge scolaire, il faut agir et rapidement. Nous devons trouver des moyens pour apporter une réponse adéquate. On va y travailler avec la délégation régionale de l'Éducation de base et établir une feuille de route dans l'urgence. Car il faut prendre en charge les enfants réfugiés tout en ne délaissant pas ceux du village qui ont aussi besoin d'appui ». En fait, le village de Mborguene dispose d'une école à cycle complet, allant de la SIL au CM2, qui compte 200 élèves pour 2 enseignants dont le directeur. Les salles de classes sont dans un piteux état. En outre, l'école ne dispose pas d'un point d'eau.

Dans le camp de Mborguene et tous les autres camps de la région, il est urgent d'agir car la situation humanitaire est alarmante. Si pour le WASH, une partie du camp ne dispose pas de latrines ; la plupart des enfants est affaiblie et malnutrie, sans compter les maladies courantes telles que la diarrhée, les infections respiratoires, etc. Un hôpital a été mis sur pied par MSF à quelques kilomètres du camp. Il est fonctionnel et ouvert de 8h à 16h. Pour assurer la prise en charge des cas qui pourraient survenir en dehors de cet intervalle, il faudrait mettre à la disposition du camp des kits d'urgence.

En outre, en collaboration avec le Ministère de la Santé Publique une campagne de vaccination contre la rougeole sera organisée avant la fin du mois de mars pour éviter les risques d'épidémie. D'après Dr Bidjang, délégué régional de la Santé Publique à l'Est Cameroun, « nous devons nous préparer dès maintenant car la saison des pluies est proche et elle viendra avec tous les risques qu'elle comporte et que nous connaissons tous ». La clé est dans la prévention.

Par **Laure Bassek Atangana**
Spécialiste en Communication/UNICEF

Vacciner tous les enfants pour prévenir une épidémie de rougeole



« Je suis heureuse de voir enfin mes enfants prendre pour la première fois un vaccin pour se protéger contre des maladies ». Ces propos sont de Kouloumi, réfugiée centrafricaine âgée de 31 ans et mère de cinq enfants. Originnaire de Yaloké, un village dépendant de la Préfecture d'Obélampoko, localité située à 500 km environs de la frontière camerounaise, elle a dû fuir les violentes attaques qui ont donné la mort à de nombreuses personnes, notamment le Chef du village.

Kouloumi vit avec sa progéniture dans le camp de Gado-Badzéré. Elle était enceinte de son dernier-né. Le petit Hamidou naîtra au district de santé, pendant son séjour au camp de transit de Garoua-Boulai. Il est aujourd'hui âgé de trois semaines. Comme Kouloumi, d'autres femmes, encouragées par l'équipe des mobilisateurs de l'aire de santé, se sont présentées nombreuses au poste de vaccination fixe installé à l'intérieur du camp. La plupart des enfants n'avaient jamais été vaccinés depuis la naissance. Kouloumi se dit prête à sensibiliser toutes ses sœurs sur l'importance de la vaccination. « La vaccination va désormais apporter la santé à mes enfants et à tous les enfants qui vivent ici avec nous », reconnaît-elle.

Le chef de centre de santé intégré de Gado-Badzéré, Adamou Bello, coordonnateur de l'équipe vaccinale sur le terrain, estime pour sa part que cette campagne est une aubaine pour tous les enfants des réfugiés et des populations locales vivant dans son aire de santé. « A l'allure où nous recevons ces femmes centrafricaines dans ce poste de vaccination, nous couvrirons sans doute notre cible dans ce site. Et c'est avec plaisir que nous les vaccinons. Car en le faisant, nous contribuons à sauver des vies », a-t-il souligné.

D'après le Délégué régional de la Santé publique, Dr Bidjang, cette campagne de vaccination ciblait 109 450 enfants âgés de 9 mois à 15 ans. A ce jour, la couverture vaccinale totale est de 91,11 pour cent dont 102,3% chez les réfugiés et 86,9 % chez la cible locale. Pour Madame Félicité Tchibindat, Représentante résidente de l'UNICEF au Cameroun, « cette campagne de riposte était capitale pour éviter une épidémie ». Elle précise : « la vie de chaque enfant est précieuse et pour les protéger, il faut les vacciner. Nous continuerons à travailler avec tous les partenaires pour une réponse à ces urgences. Les défis sont énormes et une action concertée dans les différents domaines WASH, Nutrition, Santé, Protection est nécessaire pour sauver la vie et garantir le bien-être de tous et en particulier des enfants et des femmes ». **L.B.A**

PAM : améliorer urgemment l'état nutritionnel des réfugiés

Suite à la récente crise en RCA, une nouvelle vague de réfugiés a traversé la frontière pour entrer au Cameroun dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua. Le Programme alimentaire mondial (PAM), qui apportait déjà une assistance à d'autres réfugiés centrafricains arrivés depuis fin 2005, a dû renforcer ses opérations dans ces régions. La plupart d'entre eux arrivent traumatisés, épuisés et souvent en mauvais état de santé. Ils ont besoin d'une assistance immédiate. Le statut nutritionnel, notamment chez les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes ou allaitantes est inquiétant. Le taux de malnutrition aiguë global se situe au-delà de 25%.

Marie Gisèle, 18 ans, a connu une période de grand stress alors qu'elle était dans ses derniers mois de grossesse. « J'étais hors de ma maison en consultation médicale, lorsque j'ai été informée que les rebelles avaient attaqué mon village. Je n'ai pas eu le choix que d'abandonner tous mes biens et de fuir vers le Cameroun », raconte-t-elle. A son arrivée, comme tous les autres réfugiés, Marie-Gisèle a été invitée à se rendre dans un site de transit où elle a été enregistrée par le HCR. Elle a reçu une assistance alimentaire du PAM et une prise en charge médicale. Quelques jours après son transfert au Camp de Mborguéné, elle a accouché d'une fille. « Je suis très reconnaissante pour toute l'assistance dont j'ai bénéficié depuis mon arrivée au Cameroun. A présent, j'ai suffisamment à manger et les besoins essentiels pour ma fille et moi-même sont assurés », déclare-t-elle.

Programme de prévention

Le PAM a mis en place une assistance nutritionnelle dans les centres de santé pour traiter la malnutrition aiguë modérée. Par ailleurs, en vue d'éviter la détérioration de la situation nutritionnelle des réfugiés, un programme de prévention de la malnutrition est également en préparation. De plus, le PAM travaille en partenariat étroit avec les autres agences du Système des Nations Unies et les ONG afin de satisfaire les besoins de base des réfugiés au fur et à mesure qu'ils arrivent.

Malgré les nombreux défis, le PAM est parvenu à pré-positionner suffisamment de vivres pour faire face à l'afflux de réfugiés et leur apporter assistance dans les camps nouvellement ouverts par le HCR. A ce jour, 13 000 réfugiés ont ainsi reçu des rations alimentaires, composées de céréales, légumineuses, d'huile et de sel. Des rations alimentaires ont également été fournies à plus de 1000 réfugiés installés dans des familles aux différents points d'entrée le long de la frontière.

Dans les mois à venir, le PAM se prépare à fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle à 100 000 réfugiés centrafricains. Pour cela le PAM a besoin d'environ 15 millions de dollars pour assurer les besoins entre mai et décembre 2014.



Dans les mois à venir, le PAM se prépare à fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle à 100 000 réfugiés centrafricains. Pour cela il a besoin d'environ 15 millions de dollars pour assurer les besoins entre mai et décembre 2014. En attendant, il apporte une assistance adéquate pour faire aux urgences, y compris en contribuant au développement des infrastructures sanitaires, comme ici, au centre de santé de Gado Badzere. PHOTOS UNOCA/Norbert N. Ouendji



Crise des réfugiés et des migrants : plus qu'une simple réponse humanitaire



eux-mêmes. Une cohabitation harmonieuse et pacifique entre les communautés d'accueil et les populations réfugiées nécessite une écoute attentive de tous, des mécanismes de médiation et bien entendu un environnement sécurisé. La sécurité des zones frontalières est en effet un élément important pour garantir le caractère civil et pacifique des points d'entrée et des sites. Dans ce sens, une coopération étroite entre les autorités camerounaises et centrafricaines incluant également les forces de la MISCA et de l'opéra-



Une visite conjointe conduite par le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale au Cameroun du 7 au 15 mars a permis de mettre en avant les conséquences de la crise centrafricaine sur ce pays voisin. L'impact humanitaire est évident : avant d'arriver sur leur terre d'asile, des dizaines de milliers de femmes, d'enfants et d'hommes ont franchi d'innombrables obstacles et dangers. Ils ont aussi subi des violences et des exactions. Les besoins sont pressants. Mais une réponse humanitaire prompt et coordonnée requiert également une bonne coopération des partenaires avec les autorités.

L'implication importante des autorités camerounaises au niveau local et national est à relever et à féliciter, tout comme la collaboration étroite avec

les agences des Nations Unies, la Croix Rouge et les autres partenaires humanitaires. A ce titre, le Comité interministériel pour la gestion des situations de crises récemment mis en place par le Gouvernement doit être appuyé par les partenaires. Il doit notamment recevoir des informations et des chiffres clés sur une base régulière afin de pouvoir jouer son rôle de relai avec les différentes parties prenantes (Gouverneurs et Préfets des localités affectées, Ministères concernés, Partenaires techniques et financiers).

Nécessaire cohabitation

Il ne s'agit pas seulement d'une crise de réfugiés : des migrants et des populations locales sont également touchés et ont dû parfois se déplacer

tion Sangaris est nécessaire.

Le gouvernement camerounais a déjà consenti beaucoup d'efforts pour renforcer la surveillance dans les zones concernées, alors qu'il subit le poids des perturbations des activités économiques occasionnées, entre autres, par les réticences des transporteurs à se rendre en RCA. Nul doute que le Cameroun gardera sa tradition d'accueil et d'intégration des peuples en détresse ainsi que sa capacité à tirer le meilleur des aléas du sort.

Par **Laurent Dufour**
Conseiller régional pour la réponse aux urgences/OCHA - Afrique de l'Ouest et du Centre



RCA : une mission onusienne de maintien de la paix pour stopper les tueries



A Cantonnier, ville centrafricaine faisant face à Garoua-Boulai, à l'Est du Cameroun, les forces de l'opération Sangaris stationnée à la frontière assurent la sécurisation du trafic entre les deux pays.
PHOTO UNOCA/Norbert N. Ouendji

En République Centrafricaine (RCA) et spécialement à Bangui, les autorités gouvernementales, les agences des Nations Unies et les ONG ont surtout focalisé leur attention sur la prise en charge de personnes déplacées de leur domicile ou de leur localité vers des endroits plus sécurisés en raison de la crise politique actuelle. Pour ceux qui partent du territoire centrafricain, des moyens ont été mis en branle pour les escorter jusqu'à l'aéroport de MPOKO ou aux frontières du Tchad et du Cameroun.

Endiguer l'insécurité ambiante

La mission du 7 au 15 mars 2014, à laquelle l'UNOCA a associé le BINUCA, nous a permis de constater de visu les nombreux défis humanitaires et sécuritaires que les autorités camerounaises doivent relever ainsi que l'impact direct de cette crise sur les activités économiques du Cameroun, du fait de la paralysie des axes de transport de biens entre les deux pays. Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RCA et Chef du BINUCA, le Général Babacar Gaye, a communiqué aux autorités centrafricaines et aux agences du Système des Nations Unies les résultats de cette mission. Elle leur permettra d'être mieux informé sur les effets collatéraux de la crise sur les pays frontaliers qui accueillent les personnes fuyant les violences en République centrafricaine.

Compte tenu de la gravité de la situation et des contraintes budgétaires des pays confrontés à la gestion de nombreuses demandes d'asile, il est impérieux que les pays de la CEEAC et la communauté internationale s'engagent davantage en vue du rétablisse-



1er novembre 2013 - Un hélicoptère de l'ONU dans le ciel du Soudan du Sud.
PHOTO UNOCA/Norbert N. Ouendji

ment de la paix et de la sécurité en République Centrafricaine. C'est l'une des conditions sine qua non pour le retour de toutes ces personnes dans leur pays d'origine. La mise en place d'une mission de maintien de la paix des Nations Unies pourrait endiguer l'insécurité ambiante créée par de nombreux groupes armés qui écumant la RCA.

Par **Adolphe Hessou**
Unité des Institutions de sécurité/BINUCA

Environ 38 millions de dollars pour la mise en œuvre du plan d'urgence

Le déclenchement des combats entre les ex-Séléka et anti-Balaka en début septembre 2013 en République Centrafricaine (RCA) a occasionné des exactions d'une extrême violence. Des maisons ont été saccagées et brûlées, poussant les populations à trouver refuge dans les pays avoisinants. Ces populations arrivent avec un regard hagard et la conviction d'un avenir sombre. Face aux défis que pose cette situation préoccupante, le gouvernement camerounais a demandé l'assistance des Nations Unies pour faire face au flux des réfugiés centrafricains ainsi qu'à celui des migrants en transit qui arrivent chaque jour aux différents points d'entrée (on en dénombre plus de 12 tout au long de la frontière). Les régions les plus affectées sont l'Est et l'Adamaoua. Et les principaux points d'entrée se situent à Garoua Boulai et Kentzou à l'Est, Ngaoui, Gbatoua-Godole et Yamba dans l'Adamaoua.

La réponse humanitaire des Nations Unies

A la date du 23 mars 2014, environ **58 000** personnes sont arrivées au Cameroun, parmi lesquelles **47 539** réfugiés enregistrés par le HCR (voir tableau ci-dessous), **19 000** migrants de plus de 12 nationalités différentes et **4 000** retournés camerounais. Ce nombre ne fait qu'augmenter car les vagues d'arrivées continuent au rythme de 4000 à 5000 personnes par semaine. La majorité est composée de femmes et d'enfants; un nombre important d'enfant souffre de malnutrition et toutes les personnes arrivent dans un état de fatigue et de désarroi extrêmes compte tenu de ce qu'ils ont subi comme exactions et de la pénibilité de leur fuite.

Fidèle à sa tradition de terre d'asile et d'accueil, le Gouvernement du Cameroun a mis à disposition 3 sites (Mborguene, Lolo et Mbile) à l'Est et 2 sites (Borgop et Ngam) dans l'Adamaoua pour les réfugiés et assure leur protection ainsi que l'accès aux services publics de base. Certains réfugiés ont préféré rester dans les familles d'accueil. Le Gouvernement a également mis sur pied un Comité interministériel par décret présidentiel pour gérer l'assistance à apporter aux réfugiés et les migrants qui arrivent au Cameroun. Enfin, le Cameroun a financé 18 rotations de vols pour rapatrier ses ressortissants.

Le Système des Nations Unies a mis en place une réponse humanitaire, avec ses partenaires dans les différents domaines de la protection dans toutes ses composantes (incluant en priorité l'enregistrement, l'identification et le transport), l'alimentation/nutrition, l'accès à l'eau et les services d'hygiène et de santé, la mise en place des abris, tentes, infrastructures d'accueil, etc. Les campagnes de vaccination sont déjà en cours et ce, au bénéfice des communautés locales également. La proximité de la frontière centrafricaine étant une source potentielle de menace, les nouveaux arrivants, une fois accueillis et enregistrés par les autorités locales et le HCR, sont transférés dans les sites identifiés et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) continue à rapatrier les migrants qui se trouvent dans le Camp de transit de Garoua-Boulai. Une coordination soutenue de tous les efforts des différents acteurs a été mise en place et permet de coordonner les actions avec les autorités locales qui sont très mobilisées.



Site de transit de Garoua-Boulai, 13 mars 2014 - La Représentante résidente du HCR explique qu'un enfant a été mort sous cet arbre des suites de morsure d'un serpent...

PHOTOS UNOCA/Norbert N. Ouendji

Cependant, il est important de souligner que malgré les efforts soutenus des Nations Unies et des partenaires (Croix rouge, MSF, Fédération, etc), qui ont tous débouqué à leur niveau des fonds

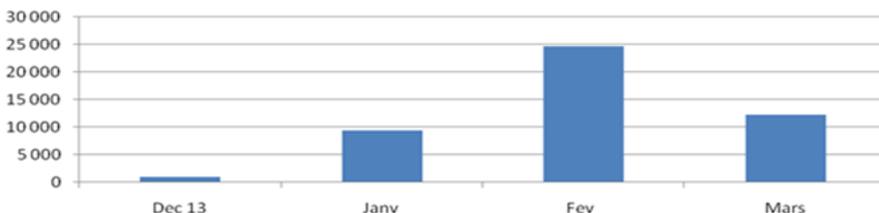
d'urgence, les moyens restent très limités au regard des besoins du plan d'urgence dont le montant s'élève à environ 38 millions de dollars. C'est dire l'ampleur des attentes et surtout de l'impact de la crise de la RCA sur le Cameroun. Il est fondamental et urgent que toute la communauté internationale se mobilise afin de rendre la dignité à ces femmes, à ces hommes et à ces enfants forcés de quitter leur pays suite à la crise qui continue de déstabiliser la RCA et de mettre en péril le programme de développement de certains pays de la sous-région.



La mission du Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale a permis de mettre les projecteurs sur cette situation et a donné un signal fort de l'engagement du Système des Nations Unies par rapport à la nécessité d'une gestion rapide et concertée de cette conjoncture. Ses interventions ont également mis l'accent sur la dimension régionale de la crise en RCA et ont favorisé une mobilisation politique importante au plus haut niveau. Sa rencontre et ses échanges avec le corps diplomatique a été une étape cruciale du processus d'appui des Ambassadeurs aux agences humanitaires qui opèrent au Cameroun.

Par Najat Rochdi
Coordonnatrice résidente de l'ONU Cameroun

Arrivée des Centrafricains par mois





“Il faut un retour rapide de la paix et de la sécurité en République Centrafricaine”

Extrait du propos liminaire du Représentant spécial et chef de l'UNOCA lors de la conférence de presse du 14 mars à Yaoundé.



main. C'est pourquoi cette question cruciale fait partie du plan en six points proposés par le Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, pour mettre fin à l'instabilité en RCA.

J'insiste sur le fait que ce que nous avons vu dans les sites abritant les réfugiés à l'Est est affolant et alarmant. Il y a un important travail de fond à mener pour que les victimes retrouvent une vie normale, en particulier les femmes qui subissent les violents sur le chemin de l'exil ainsi que les enfants traumatisés par la guerre et les abus subis par leurs parents. Les auteurs de ces actes odieux et de toutes les autres violations des droits de l'homme constatées par les organismes compétents doivent être poursuivis et punis conformément à la loi et au droit international [...].

Pour conclure, je tiens à exprimer, une fois de plus, les vives inquiétudes du Secrétaire général des Nations Unies par rapport à la situation chaotique en RCA et ses répercussions sur les pays voisins. Après le Cameroun, nous nous rendrons [...] au Congo et en République démocratique du Congo [du 8 au 15 avril]. Ces deux pays reçoivent aussi des réfugiés en provenance de la RCA, tout comme le Tchad où j'ai effectué une mission d'évaluation en février. A la fin de ces visites, les Nations Unies proposeront une réponse globale et coordonnée pour permettre aux Gouvernements des pays affectés de faire face aux situations vécues sur le terrain. Cette réponse tiendra compte des préoccupations exprimées par les autorités rencontrées. Le Conseil de sécurité en sera saisi lors de la présentation du Rapport du Secrétaire général de l'ONU sur les activités de mon bureau [...] »

Par **Abou Moussa**
Représentant spécial, Chef de l'UNOCA

« [...] Nous avons passé au Cameroun une semaine dense et intense [...]. Pour mieux toucher du doigt les réalités et le vécu quotidien [des] personnes vulnérables ayant fui la guerre en RCA, nous avons visité certains de leurs sites et lieux de transit, notamment ceux de Gabo Badzere et de Garoua-Boulai, à la frontière avec la République Centrafricaine. Nous avons vu les conditions dans lesquelles travaillent les agences spécialisées des Nations Unies, les organisations non gouvernementales, l'Etat camerounais et tous les autres acteurs impliqués dans la protection des réfugiés.

internationale à parvenir à cette fin.

Sur le plan sécuritaire, il y a lieu de maintenir une très grande vigilance tout au long des frontières. A ce titre, je me réjouis du fait que le Gouvernement camerounais en ait fait une de ses priorités. Je me réjouis par ailleurs que les forces de défense et de l'ordre y aient été déployées. Il faut renforcer la surveillance dans les différents points d'entrée et dans des endroits non identifiés comme tel pour préserver la paix sociale, garantir l'intégrité physique des citoyens et éviter la circulation incontrôlée des armes.

Le moins que l'on puisse dire est que les uns et les autres jouent un rôle crucial dans ce domaine ainsi que dans la contribution au développement des mesures préventives contre les incursions des groupes armés dans les zones frontalières. Les autorités camerounaises sont particulièrement mobilisées pour cette cause. Je tiens à les féliciter pour leurs efforts et pour leur politique en faveur des réfugiés. Nous avons tenu à le dire aux membres du gouvernement, en leur réitérant la disponibilité des Nations Unies à continuer à les accompagner dans la recherche des solutions pérennes aux difficultés actuelles.

Dans ce contexte, nous encourageons le Cameroun à poursuivre sa détermination à ratifier et à mettre en œuvre la « Convention de l'Afrique centrale pour le contrôle des armes légères et de petit calibre, de leurs munitions, et de toutes les pièces et composants pouvant servir à leur fabrication, réparation et assemblage ». Nous sommes heureux de noter que le Premier ministre et les membres de son équipe que nous avons rencontrés en sont conscients.

Ces difficultés sont nombreuses. Le secteur économique est fortement touché du fait de la paralysie des activités des transporteurs, et en particulier des camionneurs allant en RCA. Le trafic a légèrement repris, mais on observe bien que cette situation affecte non seulement les familles qui en vivent mais aussi les recettes de l'Etat. Il faut un retour rapide de la paix et de la sécurité en République Centrafricaine pour favoriser la relance de cette activité et les échanges commerciaux. Tous les interlocuteurs avec lesquels nous avons discuté ont raison de dire que la stabilité dans ce pays voisin serait un motif de satisfaction et de fierté pour le Cameroun. Je salue l'engagement et la solidarité de cette Afrique en miniature qui investit sans relâche pour aider la communauté

La descente sur le terrain [...] à l'Est-Cameroun permet de noter que les défis restent énormes, malgré les efforts consentis depuis le début de la crise, y compris sur le plan humanitaire. Cette région accueille en effet le plus grand nombre de personnes ayant fui la RCA, soit au-delà de 78 000 réfugiés sur les plus de 140 000 recensés par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) à ce jour. Plus de 42 000 d'entre eux ont été enregistrés entre le 1^{er} janvier et le 13 mars 2014, dont plus de 26 000 à l'Est. Ces derniers temps, le Cameroun accueille entre 4000 et 5000 nouveaux arrivants chaque semaine [...].

Nous lançons un appel à la communauté internationale et aux bailleurs de fonds afin qu'ils accordent une attention accrue à cette situation, notamment en finançant davantage l'aide humanitaire [...]. L'enjeu est capital, car il s'agit de sauver des vies, de diminuer les souffrances et de préserver la dignité hu-

La presse fortement mobilisée

Une quarantaine de journalistes ont pris part à la conférence de presse du 14 mars, qui a été co-animée par la Coordinatrice résidente du Système des Nations Unies au Cameroun, Mme Najat Rochdi. Le chef de l'UNOCA a remercié les hommes et les femmes de médias pour leur rôle de sensibilisation sur les enjeux liés à la paix et à la sécurité ainsi que pour leur contribution à la recherche des solutions à la situation des réfugiés. L'événement a eu lieu en présence des Représentantes de l'OMS, de l'UNICEF et d'ONU Femmes.





L'ACTUALITE DU MOIS

LRA : L'UNOCA A LA 4^e REUNION DU MECANISME CONJOINT DE COORDINATION



Photo UNOAU/Seraphine Toe

L'UNOCA a participé à la 4^e réunion du Mécanisme conjoint de coordination (MCC) de l'Initiative de coopération régionale de l'Union africaine (UA) pour l'élimination de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), du 24 au 25 mars, à Addis-Abeba (Ethiopie). En dehors des questions liées au fonctionnement optimal de la Force régionale d'Intervention (FRI) chargée de lutter contre ce mouvement rebelle, les experts puis les ministres de la Défense des pays affectés (République Centrafricaine, République démocratique du Congo, Ouganda et Soudan du Sud) ont discuté des enjeux des opérations transfrontalières ainsi que de l'impact de la crise centrafricaine et de l'instabilité politique au Soudan du Sud sur les activités de la FRI. Ils ont également insisté sur l'importance de la coordination et de la coopération entre la FRI et la MISCA. Dans cette perspective, il a été décidé de l'envoi d'une mission d'évaluation en RCA.

La 4^e réunion du MCC, qui était présidée par l'Ambassadeur Smaïl Chergui (Commissaire à la Paix et à la Sécurité de l'UA), a par ailleurs recommandé l'organisation d'un Sommet de haut niveau des pays où sévit la LRA. Cette recommandation a été soutenue par le Représentant spécial et Chef de l'UNOCA, qui a rappelé qu'il s'agit d'un vœu formulé par le Conseil de Sécurité des Nations Unies en décembre 2012. M. Abou Moussa était accompagné à Addis-Abeba par James Aji, Conseiller politique/UNOCA.

COOPERATION UNOCA-CAF



Le Chef de l'UNOCA a saisi l'opportunité de sa visite au Cameroun, du 7 au 15 mars, pour avoir un échange avec le Président de la Confédération africaine de football (CAF). Le 11 mars, MM. Abou Moussa et Issa Hayatou ont fait le point du partenariat qui lie leurs institutions depuis novembre 2012 et exploré les voies de la renforcer.

LE SG ET SES REPRESENTANTS SPECIAUX A MONT PELERIN



Photo ONU/Eskinder Debebe

Le chef de l'UNOCA a participé au 10^e Séminaire des Représentants et Envoyés spéciaux du Secrétaire général des Nations Unies ainsi qu'à la conférence des chefs de missions, du 1^{er} au 4 mars à Mont Pèlerin (Suisse). L'occasion de discuter, entre autres, des défis auxquels l'organisation est confrontée, y compris dans les pays en crise. Les travaux étaient présidés par le Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon.

LA CEEAC ET SES PARTENAIRES SENSIBILISES SUR LES OPERATIONS DE PAIX ET DE PLANIFICATION STRATEGIQUE

Le Colonel François Ndiaye, Conseiller Militaire/UNOCA, a participé à un séminaire sur les opérations de paix et de planification stratégique, du 17 au 28 mars 2014 à l'Ecole internationale supérieure de guerre de Yaoundé (Cameroun). Organisé par la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) avec le soutien de l'Union européenne (UE), il a permis de préparer des officiers supérieurs et des fonctionnaires civils de haut rang des États membres à occuper des postes clés au sein d'une mission de maintien de la paix multidimensionnelle. Cette rencontre, qui était la deuxième du genre, a aussi donné à la vingtaine de participants présents, les outils nécessaires à la mise en œuvre des politiques de promotion et de consolidation de la paix, de la stabilité et de la sécurité en Afrique centrale. Les participants constitueront ainsi un vivier d'experts en planification à mettre à la disposition de la CEEAC en cas de besoin.

Le Colonel François Ndiaye a partagé son expérience sur ces questions avec les uns et les autres. Il a également saisi cette occasion pour leur expliquer le mandat et les priorités du Bureau ainsi que les contours de sa coopération avec la CEEAC.



© Ecole Internationale Supérieure de Guerre de Yaoundé